



Saint-Chamond

Après la grève des Aciéries de la Marine.

Le mouvement gréviste des F.A.M. qui a duré 49 jours et dans lequel étaient intéressés 4.500 ouvriers vient de prendre fin sur l'arbitrage de Salengro — convoqué par le député pupiste Pétrus Faure, sur la demande du Comité de grève.

Une constatation s'impose : c'est la volonté bien arrêtée des dirigeants communistes de l'U.D. de ne rien faire pour inviter les ouvriers à résister d'une façon plus énergique à l'intranséance patronale. On s'est contenté de larmoyer sur la cruauté des patrons et porter en triomphe la municipalité F. P. de Saint-Etienne qui a distribué quelques secours aux grévistes.

On a remis le mouvement aux mains des parlementaires, qui s'en font un titre de gloire, au lieu de laisser aux ouvriers et à eux seuls, la direction.

Il aurait fallu inviter les travailleurs à prendre des mesures pour faire marcher l'usine et surtout lancer dans la grève les usines du Boucau, d'Alais et d'Homécourt, etc., qui appartiennent au même trust. Si l'on avait agi ainsi, la grève n'aurait pas duré 49 jours et la confiance des travailleurs en eux-mêmes aurait été intacte alors qu'à l'heure actuelle des dissensions se font jour.

Ouvriers du F.A.M. ! Les militants du P. O. I. vous appellent à la lutte et lancent les mots d'ordre suivants : Formez vos comités d'atelier pour le contrôle ouvrier sur la fabrication et l'administration.

Rejoignez le Parti ouvrier Internationaliste qui vous mènera victorieusement à la bataille décisive contre le capitalisme.

Les Bolcheviks-Léninistes des F.A.M.

La Géranie, Suzanne Charpy

imp. Carbone, 27, rue de la Folle-Regnault, Paris

Lettre ouverte à Tanguy-Prigent

★ ★

Un certain Ridet propose, dans le Populaire, la dissolution de ces Chemises Vertes, après l'A.F. les C. F. et autres ligues dissoutes sur le papier et continuant leur activité pratique. Qui oserait prétendre que ce n'est pas là un grossier chantage pour empêcher les exploités de les dissoudre eux-mêmes, par la force ?

Il est grand temps que les paysans cessent de placer leur confiance dans des sauveurs et qu'ils comprennent que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Il y a entre nous une divergence politique qu'il serait vain de nier, nous aurons l'occasion de l'étudier prochainement, mais, où nous sommes d'accord c'est sur la nécessité de sauver le paysan pauvre avec l'ouvrier, par le socialisme. Pour y aboutir, une seule voie : le Conseil Paysan.

Le Conseil Paysan, à l'image du Comité d'usine, groupe tous les exploités sur le lieu du travail, quelle que soit leur tendance politique. C'est la forme la plus démocratique, réelle, puisque femmes et hommes, jeunes ou vieux y participent, quelle que soit leur nationalité, élisant leurs délégués révocables à l'émancipation des travailleurs sera tout instant.

Le Conseil Paysan groupe le paysan pauvre, l'ouvrier agricole, l'artisan rural, la femme et le jeune travailleur, pour décider et veiller à l'application des mesures locales qu'ils jugent nécessaires aux intérêts de ceux dont il est l'expression, pour juger les différends et assurer envers et contre tous, la défense de ses membres et préparer la prise réelle du pouvoir par les travailleurs.

Face aux huissiers, gendarmes et bandes fascistes, il organise la Garde Paysanne, seule capable de s'opposer aux saisies comme aux expéditions punitives des fascistes.

La période révolutionnaire ouverte en France par la grève de 3 millions de prolétaires de l'industrie, se terminera par le triomphe ou du fascisme avec sa dictature sanglante, ou du Socialisme par le Gouvernement Ouvrier-Paysan.

Après l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne nous montre où entraîne l'attentisme.

Alain BEHEL

Lyon

Contre les promesses de Salengro Vive la grève sur le tas.

Le dernier mouvement de grève n'est pas encore complètement éteint. En face de la résistance opiniâtre du patronat, un certain nombre d'usines continuent courageusement la grève sur le tas. La bourgeoisie qui a eu peur, très peur, redresse aujourd'hui la tête et cherche d'une part à liquider les dernières grèves, d'autre part à rendre inopérants les quelques réformes acquises par les ouvriers. Le gouvernement actuel gouvernant dans les cadres du parlementarisme bourgeois, est obligé rapidement de capituler devant le patronat. C'est bien le sens d'une capitulation et d'un avertissement que l'on doit donner aux paroles prononcées par Salengro au Sénat : « Le gouvernement ne tolérera plus d'occupations d'usines et saura les faire cesser par tous les moyens appropriés ». Autrement dit les ouvriers doivent s'attendre à recevoir d'ici peu la visite des gardes mobiles délégués par le ministre de l'Intérieur.

La justice bourgeoise s'empresse de pousser à la roue. Le tribunal de Lyon en deux ordonnances de référés ordonne l'expulsion des ouvriers de la Radio-électrique et de la maison Gaillard-Loiselet.

D'autre part les ouvriers de la maison Frémion, 63, cours Richard-Witton, qui depuis plus de cinquante jours occupent leur usine et refusent de capituler devant l'intranséance patronale, sont à leur tour menacés d'expulsion.

En face de cette situation le parti socialiste garde un silence prudent, et le parti communiste qui à Paris et ailleurs a poussé les ouvriers à quitter les usines lance le vague mot d'ordre de solidarité. Mais quelle solidarité ? On se garde bien de nous le dire.

Pour nous il ne peut pas s'agir de lancer les ouvriers dans une aventure inutile. Mais nous leur disons que l'expérience qu'ils font en ce moment peut leur permettre de nouer entre les usines des liens d'une solidarité réelle. Leur tactique est toute tracée. Les ouvriers de l'usine Frémion doivent réunir les délégués des usines de la région lyonnaise afin d'organiser une riposte immédiate de solidarité ouvrière. A cette réunion l'accord doit se faire pour que au moment où l'huissier et ses acolytes viendront procéder à l'expulsion, le travail cesse aussitôt dans les usines du quartier. Les ouvriers devront alors quitter leurs usines et descendre en masse au lieu de l'expulsion pour manifester. Si une telle action devait se révéler insuffisante, d'autres moyens devraient être envisagés y compris la grève générale.

Nous disons aux ouvriers que s'ils n'utilisent pas une telle méthode en établissant une liaison effective entre les diverses usines ils ne pourront pas résister efficacement au patronat. La seule solidarité qui puisse être suivie d'effet est celle qui réside dans l'action de classe de tous les travailleurs.

Elle seule peut leur permettre de s'organiser solidement dans la période actuelle pour que dans une prochaine bataille sociale plus ample encore la réoccupation générale des usines soit suivie de la réalisation des soviets ouvriers et paysans.

Nous avons reçu trop tard l'article de nos camarades de Lyon sur la grève Beuder.

Il paraîtra la semaine prochaine.

Et les ouvriers immigrés ? Le sabotage patronal et les licenciements

Les revendications principales des immigrés sont :

- 1) abolition de la loi qui limite à 10 % la main-d'œuvre immigrée ;
- 2) concession de la carte de travailleur à tous les immigrés ;
- 3) parité des immigrés avec les français pour ce qui concerne les allocations de chômage.

Toutes ces revendications se résument dans celle d'un statut juridique des immigrés.

Le Parti Communiste, avant les élections, promet aux immigrés de réaliser ces revendications susdites. Mais après la constitution du gouvernement du Front populaire il n'a rien fait pour tenir ses promesses. Il parle le moins possible des questions des immigrés, il essaie de les satisfaire avec des grandes paroles sur ce qu'on a déjà obtenu (accord Matignon !). La raison en est claire : les radicaux (qui représentent aussi des industriels), et les chefs réformistes de la C.G.T. (qui se préoccupent surtout des intérêts corporatifs de quelque catégorie d'ouvriers français spécialisés) ne sont pas favorables aux exigences des immigrés.

Les travailleurs immigrés sont très mécontents du P. C. Dans les organisations d'immigrés contrôlés par le P. C., les protestations contre la politique du Parti sont à l'ordre du jour. Les chômeurs immigrés des Régions Paris-Est et Sud ont même déjà proposé d'occuper les mairies communistes de leurs localités, pour manifester leur volonté de ne pas se laisser duper.

Pour désarmer encore une fois ces masses avec des promesses, le groupe parlementaire communiste a présenté enfin à la Chambre des Députés une proposition de loi sur un statut des immigrés. Mais il l'a présenté de façon à la faire discuter seulement d'ici 3 ou 4 mois.

Evidemment ce n'est pas en ayant confiance dans la Chambre des Députés que les travailleurs immigrés pourront obtenir ce qu'ils exigent. Il faut lutter pour avoir quelque chose. Or, c'est seulement les révolutionnaires de la IV^e Internationale qui organisent maintenant la continuation de la lutte de classe en France.

Les ouvriers réunis mercredi soir en Assemblée générale, décidèrent de se solidariser avec leur camarade injustement frappé. La grève sur le tas fut décidée pour le lendemain et elle fut effective : les carreaux des puits ainsi que les ateliers de réparation furent occupés par les ouvriers. Dans la journée même, la Compagnie minière jugea bon de céder et à la suite d'une entrevue à la Préfecture accorda satisfaction à l'ouvrier puni.

L'occupation des puits n'avait duré que huit heures. L'importance de cette rapide victoire ne consiste pas tant dans l'objectif de la lutte, extrêmement limité, mais dans le fait que, tout en donnant une magnifique preuve de solidarité ouvrière, elle a renforcé la confiance des ouvriers en eux-mêmes et a accru leur combativité.

A noter que c'est la première grève sur le tas qui a lieu dans la région.

X.X.X.

La situation en France, depuis les grandes grèves de juin, est marquée par deux faits. D'une part nous avons l'adhésion de la grande majorité du prolétariat à la C. G. T. et l'adhésion de larges couches du prolétariat, surtout des grandes villes, à l'un ou à l'autre des deux partis politiques traditionnels se réclamant de la classe ouvrière, au parti socialiste et au parti communiste. D'autre part, nous avons l'organisation par les capitalistes de la résistance et de la revanche sur le terrain même sur lequel ils ont été paralysés au début de juin, c'est-à-dire dans les usines mêmes. Les renvois, désormais très fréquents et évidemment systématiques d'ouvriers qui ont été très nombreux pendant les grèves sur le tas, le déclassement d'ouvriers qui autrement auraient vraiment profité des contrats collectifs, témoignent clairement des intentions des capitalistes.

La question qui se pose est la suivante : comment, juste au moment de la plus large mobilisation syndicale et politique de la classe ouvrière les patrons osent-ils essayer la revanche, déclencher l'offensive pour annuler ouvertement ce qu'ils ont concédé dès les premiers sursauts des masses ? La réponse est dans la politique, contraire à toute nouvelle action de classe, des directions de la C. G. T., du Parti socialiste et du Parti communiste. La politique qui nous ou sous-estime la nécessité de la lutte de classe, des grèves, pour la défense des intérêts des travailleurs et tend à les remplacer par les compromis parlementaires, par l'arbitrage du gouvernement, donne toujours les mêmes fruits, qu'il s'agisse de l'Allemagne avant Hitler ou de l'Angleterre sous MacDonald, de l'Italie avant Mussolini, ou de la France sous Léon Blum.

Le résultat est toujours défavorable au prolétariat auquel on ôte ce qui constitue sa plus grande force : la possibilité de jeter sur la balance le poids de sa solidarité de classe. Il n'y a rien de pire pour les ouvriers rien qui puisse les démoraliser davantage que de voir renvoyés ou déclassés un bon nombre d'eux — surtout s'il s'agit de ceux qui ont été les plus actifs — sans qu'on y oppose une résistance immédiate de classe, sans qu'on y oppose la grève de solidarité. L'expérience de toutes les défaites de la classe ouvrière témoigne de cette vérité.

C'est pourquoi nous qui sommes des véritables révolutionnaires, nous pouvons bien dire aux sommets de la C. G. T., du Parti socialiste et du Parti communiste : Nous vous accusons, non parce que vous vous préoccupez trop de ne pas perdre ce que le prolétariat a obtenu pendant les dernières grèves, mais au contraire, nous vous accusons parce que vous ne vous préoccupez pas du fait que le prolétariat commence à perdre ce qu'il a obtenu pendant les dernières grèves, parce que vous empêchez le prolétariat de défendre ses conquêtes.

Les dizaines de milliers d'ouvriers qui adhèrent au parti socialiste ou au parti communiste sentent instinctivement ce problème. Ils n'adhèrent pas à ces partis parce qu'ils approuvent leur politique de frein ou de passivité au point de vue de l'action de classe, mais au contraire ils adhèrent aux partis susdits parce qu'ils veulent influencer sur leur politique dans le sens d'une action de classe toujours plus courageuse. C'est pourquoi les « chefs » soi-disant socialistes et communistes, Thorez en particulier, parlent du péril de « gauchisme » parmi les nouveaux adhérents.

Il n'y a pas de gauchisme en réalité parmi ceux-ci ; il y a tout simplement un sain instinct de classe. Il y aurait gauchisme si l'on se désintéressait des problèmes immédiats de la classe ouvrière, pour s'occuper seulement de l'agitation des buts derniers du mouvement. Mais il s'agit tout justement des problèmes immédiats, les plus pressants de la classe ouvrière ; c'est pour ceux-ci qu'on veut lutter.

Les ouvriers socialistes et communistes ne doivent pas se laisser effrayer par les stupides discours de Thorez, Duclos, etc., selon lesquels en recourant ultérieurement aux grèves, on repousserait la petite bourgeoisie. Ce n'est jamais par l'emploi de moyens de lutte efficaces qu'on repousse la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie va toujours là où elle voit la force, l'initiative victorieuse. C'est au contraire par l'inefficacité de l'action prolétarienne, soit parce que l'on s'est proposé des buts exagérés, soit parce que l'on a cessé trop tôt la lutte, que l'on repousse la petite bourgeoisie.

Or, les buts d'aujourd'hui, la défense des conquêtes récentes, ne sont nullement exagérés et renoncer aux grèves pour les réaliser ce serait justement trahir la lutte. Il ne s'agit jamais dans l'histoire réelle, qui est moins professorale que les articles de l'Humanité, de se demander : mais la petite bourgeoisie s'est-elle déjà comprise ce que nous voulons ? Il s'agit de lui enseigner par notre action de classe. C'est l'unique manière de l'avoir réellement à notre côté.

Le Parti Ouvrier Internationaliste propose aux ouvriers socialistes et communistes de réaliser la véritable unité d'action, recommençant l'action de masse dans tous les cas où les patrons procèdent aux renvois, aux déclassements ou à d'autres violations aux engagements pris.

R. NAUD.

Mais au Maroc la situation est assez différente. Les saignées opérées par Lyautey sont encore trop fraîches. L'administration est entre les mains de l'armée. L'Algérie est un paradis de libéralisme à côté du Maroc. Que les roumis se battent entre eux s'ils le veulent. Le Marocain ne demanderait pas mieux que d'en abattre également. Pour l'un ou l'autre des deux camps. Il suffira qu'on lui donne un fusil. Et le seul camp qui pourra l'utiliser, c'est celui de Peyrouton, c'est celui de l'administration militaire.

Contre cela, on maintient Peyrouton. Du point de vue revendicatif au Maroc, le souvenir des luttes passées est encore vivace. Si en Algérie les masses n'en sont encore qu'à revendiquer quelques mesures libérales. Au Maroc, au contraire, l'espoir de l'indépendance existe, et c'est le seul mot d'ordre qui peut amener les masses à soutenir la lutte des travailleurs Français.

Nous reviendrons prochainement sur la question Marocaine. Nos camarades marocains nous fourniront quelques renseignements édifiants sur le règne de Peyrouton sous l'égide du Front Populaire.

Pour conclure, il faut dire, qu'à l'heure actuelle les mots d'ordre pour une politique révolutionnaire sont assez différents dans les deux pays. Mais la tâche centrale est de réaliser l'unité de lutte des travailleurs Français et indigènes.

Il ne faut pas qu'à l'exemple de l'Espagne, nos frères indigènes s'opposent à nous. Et pour cela, les travailleurs doivent réclamer le retrait immédiat des troupes d'occupation et l'indépendance du Maroc !

Nous savons que le retrait de Peyrouton ne changera pas grand chose, l'administration continuera à rester le privilège de l'armée. Mais cependant, ce retrait apporterait un certain soulagement. Aussi devons-nous l'imposer.

En Algérie, les travailleurs doivent soutenir les revendications démocratiques des masses.

Il faut supprimer cette législation qui fait de l'indigène un esclave. A bas le code de l'indigénat ! Il faut proclamer la nécessité pour l'Algérie de se diriger, d'avoir une constitution et un parlement propre pour contrôler son administration. Vive l'Assemblée constituante !

BEN ALI.

Carmaux

BRAVO, LES MINEURS !

A la laverie de la Compagnie des Usines de Carmaux, alors que plusieurs charpentiers travaillaient sur un échafaudage à une hauteur de 5 mètres, la rupture d'une planche provoqua la chute de deux ouvriers. Heureusement, il n'y eut pas d'accident grave : un seul ouvrier fut légèrement blessé. Mais le surveillant, un nommé Vidal, une brute noire détestée par tous les ouvriers, ne trouva rien de mieux, pour décharger sa responsabilité, que d'infliger huit jours de mise à pied à l'ouvrier blessé sous prétexte que celui-ci avait provoqué la rupture de la planche en sautant dessus.

Les ouvriers réunis mercredi soir en Assemblée générale, décidèrent de se solidariser avec leur camarade injustement frappé. La grève sur le tas fut décidée pour le lendemain et elle fut effective : les carreaux des puits ainsi que les ateliers de réparation furent occupés par les ouvriers. Dans la journée même, la Compagnie minière jugea bon de céder et à la suite d'une entrevue à la Préfecture accorda satisfaction à l'ouvrier puni.

L'occupation des puits n'avait duré que huit heures. L'importance de cette rapide victoire ne consiste pas tant dans l'objectif de la lutte, extrêmement limité, mais dans le fait que, tout en donnant une magnifique preuve de solidarité ouvrière, elle a renforcé la confiance des ouvriers en eux-mêmes et a accru leur combativité.

A noter que c'est la première grève sur le tas qui a lieu dans la région.

X.X.X.

La publication des résultats du recensement du 8 mars 1931 permet d'utiles constatations.

Population active. Sur une population totale de 41.228.500 personnes, celles comprises entre 15 et 70 ans et exerçant une profession sont 21 millions 611.800 dont 7.900.400 femmes et 13.711.400 hommes, 6.800.000 femmes, en quasi-totalité des femmes ou des filles de salariés, ne sont pas incorporés dans la production. En 1911, on comptait respectivement 7.710.000 femmes et 12.590.000 hommes. Le pourcentage des femmes dans la population active a donc baissé en 20 ans de 36,8 % à 36,5 % malgré son augmentation dans l'industrie et le commerce, grâce à une diminution plus forte dans l'agriculture.

En effet, le dépeuplement des campagnes s'est poursuivi d'un rythme accéléré. En 1911, on comptait 8 millions 610.000 personnes dans l'agriculture contre 7.480.000 dans l'industrie sur une population active de 20.300.000 individus. En 1931, ce rapport est renversé : 7.704.000 dans l'agriculture (35,6 % au lieu de 42,4 %) contre 8.464.000 dans l'industrie (39,2 % contre 36,8 %).

Parasitisme. Mais le caractère parasitaire du régime s'est accru et ressort nettement des chiffres suivants : Tandis qu'en 20 ans le nombre des producteurs (industrie, agriculture) est demeuré stationnaire (16.000.000

POPULATION ET SOCIALISME

en 1911, 16.170.000 en 1931), celui des gens occupés dans des emplois non productifs (commerce, professions libérales, domestiques) a bondi de 4.205.000 à 5.440.000.

La stagnation du régime se manifeste ainsi par l'impossibilité absolue où il se trouve d'incorporer de nouvelles forces de travail dans la production. Le coût croissant de son fonctionnement provient de fait que toute l'augmentation de la population est absorbée par les tâches de distribution des marchandises et d'administration. Le recensement de 1936, après 5 ans de crise sursauvée, le refoulement en masse des travailleurs immigrés, ne peut qu'enregistrer une accentuation considérable de ce phénomène.

Cette impuissance et ce caractère parasitaire du capitalisme peuvent être mis en évidence par d'autres chiffres.

En conservant, pour la facilité de la discussion, des limites d'âges : 15 ans et 70 ans qui sont pour nous des limites 28.500.000 personnes environ parmi lesquelles seules 16.000.000 sont occupées à la production des richesses. Encore ce chiffre contient-il une foule d'employés à des travaux purement publicitaires et à 3

millions de « patrons » ou « chefs d'établissements » dont l'utilité sociale est très contestable. Ainsi, sur 2 adultes, il n'y a que 1 producteur réel.

Le régime socialiste, simplement par une meilleure organisation de la société qui entraînera la suppression de centaines de milliers d'emplois inutiles, et par l'entrée des femmes dans la production, permettra l'abaissement quasi-instantané de l'âge où un travailleur pourra se reposer et de la durée du travail. Grâce au plan socialiste de l'économie avec l'utilisation à plein des ressources énergétiques inemployées ou gaspillées, la retraite à 50 ans pour tous et la semaine de travail de 30 heures seront la réalité de demain.

Seul le socialisme permettra le passage de l'humanité à un stade supérieur de la civilisation et le plein épanouissement des individualités par l'augmentation des loisirs de tous.

Le Proletariat. Dans le présent, ce qui nous intéresse en tant que révolutionnaires, ce sont les possibilités de transformation du régime et en premier lieu, la composition sociale de la population, sa répartition en classes. Est-il vrai que le Proletariat est en minorité, en France et que les

classes moyennes sont prépondérantes ? Nous allons voir qu'il n'en est rien.

En 1911, les salariés de toutes catégories constituaient les 55,5 % de la population active. Aujourd'hui, ils en constituent les 58,5 % (12 millions 620.000 sur 21.600.000).

Mais sur les 6.800.000 femmes qui ne figurent pas dans cette population active, environ 6.000.000 sont des femmes ou des filles de salariés, prolétaires elles-mêmes.

Ainsi sur 28.500.000 personnes adultes, le prolétariat en englobe 18 millions 600.000, soit plus de 65 %, près des deux tiers !

Les 10 millions de non salariés se répartissent à peu près ainsi : 6 millions dans l'agriculture (dont plus de 5 millions sont des propriétaires de moins de 10 hectares), 2 millions dans l'industrie, 1.500.000 dans le commerce, 400.000 dans les professions libérales.

La supériorité numérique du prolétariat est énorme, son homogénéité est sans égale, et ainsi ses droits à la direction politique sont en tous points justifiés. Les concessions exagérées que ses dirigeants félons font en son nom aux classes moyennes, constituent une honteuse capitulation.

Qualitativement et quantitativement s'affirme la nécessité de la dictature du Proletariat, pour laquelle le P.O.I. est seul à lutter aujourd'hui.

R. NAUD.